



**PRÉFET
DES VOSGES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale des Vosges

Epinal, le 20/12/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/12/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

EGGER PANNEAUX ET DECORS

ZI de Blanchifontaine
BP 65
88700 Rambervillers

Références : S-23-1416RP

Code AIOT : 0006202396

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/12/2023 dans l'établissement EGGER PANNEAUX ET DECORS implanté ZI de Blanchifontaine 88700 Rambervillers. L'inspection a été annoncée le 13/11/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection s'inscrit dans le plan pluriannuel de contrôle de l'inspection des installations classées. Elle s'appuie sur l'arrêté préfectoral d'autorisation du 15 novembre 2018.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EGGER PANNEAUX ET DECORS
- ZI de Blanchifontaine 88700 Rambervillers
- Code AIOT : 0006202396
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site EGGER Panneaux&Décors de Rambervillers appartient au groupe autrichien EGGER. Le site rambuvetais est spécialisé dans la fabrication de panneaux de particules.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
6	Caractéristiques des rejets aqueux (point de rejet A)	Arrêté Préfectoral du 15/11/2018, article 4.4.8	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Prévention de la pollution atmosphérique (conception des installations)	Arrêté Préfectoral du 15/11/2018, article 3.1.1	Sans objet
2	Valeurs limites d'émission de l'unité de co-incinération de déchets dangereux	Arrêté Préfectoral du 15/11/2018, article 3.2.1	Sans objet
3	Certification des appareils de mesures	Arrêté Préfectoral du 15/11/2018, article 3.2.3.1	Sans objet
4	Mesures des émissions atmosphériques de l'unité de co-incinération	Arrêté Préfectoral du 15/11/2018, article 3.2.3.1	Sans objet
5	Collecte des effluents liquides (isolement avec les milieux)	Arrêté Préfectoral du 15/11/2018, article 4.3.7	Sans objet
7	Localisation des risques	Arrêté Préfectoral du 15/11/2018, article 8.1.1	Sans objet
8	Exercices de sécurité	Arrêté Préfectoral du 15/11/2018, article 8.1.7	Sans objet
9	Dossier tenu à la disposition des services de secours	Arrêté Préfectoral du 15/11/2018, article 8.2.2.6	Sans objet
10	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 15/11/2018, article 8.2.4	Sans objet
11	Système de détection automatique et d'extinction gaz (coupure d'alimentation)	Arrêté Préfectoral du 15/11/2018, article 8.3.5	Sans objet
12	Rétentions	Arrêté Préfectoral du 15/11/2018, article 8.4.1	Sans objet
13	Dispositions particulières applicables aux silos situés en sortie des séchoirs	Arrêté Préfectoral du 15/11/2018, article 8.5.6.3	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
14	Conditions de combustion	Arrêté Préfectoral du 15/11/2018, article 9.1.4.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site est géré avec rigueur. Seule la question de quelques paramètres liés aux rejets aqueux doit faire l'objet d'attention car présentant des dépassements récurrents. Il est attendu que l'exploitant fasse des propositions, soit de réduction des rejets soit de recalcul de la compatibilité milieu s'il ne parvenait pas à réduire ses rejets.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Prévention de la pollution atmosphérique (conception des installations)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/11/2018, article 3.1.1
Thème(s) : Risques chroniques
Prescription contrôlée : Les principaux paramètres permettant de s'assurer de leur bonne marche sont mesurés périodiquement et si besoin en continu avec asservissement à une alarme. Les résultats de ces mesures sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. (...)
Constats : L'exploitant a présenté un registre qui détaille les émissions atmosphériques de l'ensemble des émissaires (unité d'incinération, WESP, chaudière de secours...). Il est détaillé mois par mois la valeur moyenne de chaque paramètre mesuré (ou trimestriellement si cela correspond à la fréquence de surveillance attendue). Ces moyennes sont établies sur la base de mesures en continu.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Valeurs limites d'émission de l'unité de co-incinération de déchets dangereux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/11/2018, article 3.2.1

Thème(s) : Risques chroniques

Prescription contrôlée :

Les flux de polluants rejetés dans l'atmosphère doivent être inférieurs aux valeurs limites indiquées dans le tableau suivant :

Polluants	Surveillance	Conduit n° 1	
		Concentration moyenne journalière mg/Nm ³ à 6 % d'O ₂	Flux maximal en kg/h
Poussières	en continu	7,5	0,75
Dioxyde de soufre (SO ₂)	en continu	75	7,5
NOx en équivalent NO ₂	en continu	250	25
Monoxyde de carbone (CO)	en continu	50	5
COV totaux	en continu	2,6	0,262
Chlorure d'hydrogène (HCl)	en continu	10	1
Fluorure d'hydrogène (HF)	en continu	1	0,1
Ammoniac (NH ₃)	en continu	15	1,5
Carbone organique total (COT)	en continu	15	1,5
Métaux (Sb + As + Pb + Cr + Co + Cu + Mn + Ni + V) ¹	trimestrielle	0,45	0,045
Métaux (Cd + Tl) et leurs composés exprimés en Tl ¹	trimestrielle	0,03	0,003
Mercure et ses composés exprimés en Hg	trimestrielle	0,03	0,003
Dioxines et furannes (PCDD/PCDF) ²	trimestrielle	0,04 ng/Nm ³	4 x 10 ⁻⁹
Hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP)	trimestrielle	0,01	0,001

Otre les paramètres ci-dessus listés, la teneur en oxygène, le débit, la température, la pression et la teneur en vapeur d'eau des gaz résiduels sont mesurés en continu.

Constats :

Le registre présenté démontre que les valeurs limites d'émission sont respectées. Par ailleurs l'exploitant a remis en main propre le rapport des mesures effectuées par l'APAVE (organisme agréé) pour le troisième trimestre 2023 (date d'intervention des 18 au 20/09/2023). Il n'y est relevé aucun dépassement.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Certification des appareils de mesures

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/11/2018, article 3.2.3.1

Thème(s) : Risques chroniques

Prescription contrôlée :

(...) L'exploitant réalise la première procédure QAL 2 de ses appareils de mesure en continu selon cette norme dans les six mois suivant la mise en service de l'installation puis tous les cinq ans.

De plus, l'exploitant réalise la procédure QAL 3 et fait réaliser un test annuel de surveillance pour chaque appareil de mesure en continu.

Constats :

L'exploitant présente le recueil des procédures QAL3 qui démontre que celles-ci sont effectuées mensuellement. Il précise également qu'à cette occasion les appareils de mesure sont recalibrés à chaque fois.

Par ailleurs, l'exploitant a présenté le compte-rendu de la dernière procédure QAL2, effectuée par l'APAVE en 2021.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Mesures des émissions atmosphériques de l'unité de co-incinération

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/11/2018, article 3.2.3.1

Thème(s) : Risques chroniques

Prescription contrôlée :

L'exploitant fait effectuer, au moins deux fois par an, les mesures prévues au présent sous-article par un organisme agréé (...).

Pour les polluants (Sb + As + Pb + Cr + Co + Cu + Mn + Ni + V), Cd, Tl, Hg, dioxines et furanes (et leurs éventuels composés), HAP, l'exploitant fait réaliser quatre fois par an les mesures mentionnées au paragraphe précédent.

(...)

Les résultats de mesures périodiques des émissions de polluants sont transmis dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées.

Constats :

L'exploitant a remis en main propre le rapport des mesures effectuées par l'APAVE (organisme agréé) pour le troisième trimestre 2023 (date d'intervention des 18 au 20/09/2023). Il n'y est relevé aucun dépassement.

Ces mesures sont effectuées, et transmises, selon la périodicité attendue.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Collecte des effluents liquides (isolement avec les milieux)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/11/2018, article 4.3.7
Thème(s) : Risques accidentels
Prescription contrôlée : Un système permet l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.
Constats : L'exploitant dispose de deux bassins. L'un de 6 000 m ³ est dévolu à l'épuration des eaux issues du réseau d'assainissement et le second, de 2 200 m ³ , à vocation à recueillir les eaux éventuellement polluées ou les eaux d'extinction d'incendie. Les eaux de ruissellement sont orientées vers l'un ou l'autre de ces bassins par l'actionnement de deux vannes guillotine. Des consignes définissent le mode de fonctionnement à mettre en œuvre selon les circonstances.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Caractéristiques des rejets aqueux (point de rejet A)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/11/2018, article 4.4.8

Thème(s) : Risques chroniques

Prescription contrôlée :
Les rejets aqueux au point A respectent les valeurs limites d'émission suivantes:

Paramètres	Concentration moyenne journalière maximale (mg/L)	Flux maximal (kg/j)
DBO5	30	38,9
C organique	40	51,9
Orthophosphate	3	3,9
Phosphore total	1,5	1,9
Ammonium	3,5	4,5
Nitrites	2	2,6
Nitrates	332	430,5
DCO	125	162,1
Arsenic	0,008	0,01
Chrome	0,02	0,026
Cuivre	0,08	0,1
Zinc	0,06	0,08
Plomb	0,01	0,013

Fluoranthène	0,0006	0,0008
Naphtalène	0,01	0,013
Nonylphénols	0,002	0,0026
Octylphénols	0,0005	0,0006
MES	35	45,4
Azote K	3	3,9
Mercure	0,025	0,03
Cadnium	0,025	0,03
Thalium	0,05	0,06
Fluorures	15	19,4
CN libres	0,1	0,13
Hydrocarbures totaux	5	6,5
AOX	5	6,5
Dioxines	0,00003	0,00004
Nickel	0,1	0,13

Les paramètres listés dans le tableau ci-dessus font l'objet de mesures mensuelles déterminées par valeur moyenne calculée sur 24 heures. Les paramètres pH, débit et température sont surveillés en continu.

Les résultats de mesure du précédent alinéa sont portés sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

L'inspection constate que l'exploitant renseigne l'application de télédéclaration GIDAF selon la périodicité attendue. Hormis quelques valeurs aberrantes liées à des confusions d'unité (μg au lieu de mg ou vice versa), l'inspection constate que de manière récurrente les paramètres NKJ, plomb et zinc présentent des dépassements :

- de l'ordre de 3 fois les VLE pour NKJ ;
- de l'ordre de 10 fois les VLE pour le plomb ;
- de l'ordre de 3 fois les VLE pour le zinc.

L'exploitant ne conteste pas ces dépassements et indique que ces valeurs sont notamment liées à la décomposition du bois (pour NKJ). Quoi qu'il en soit la station d'épuration du site ne permet pas d'abattre ces paramètres.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Localisation des risques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/11/2018, article 8.1.1
Thème(s) : Risques accidentels
Prescription contrôlée : L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre, incendie notamment, pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'Environnement. L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant ces risques. Les zones à risques sont matérialisées par tous moyens appropriés.
Constats : L'inspection constate qu'il existe un plan, extrait du plan d'organisation interne, qui recense et localise les risques. Ce plan est disposé sur panneaux à divers endroits du site. Par ailleurs, les zones ainsi définies sont matérialisées par des pictogrammes adaptés sur le site. L'inspection constate que ces plans ne sont pas mis à jour du nouveau bâtiment forum (bâtiment administratif) et conseille l'exploitant de pallier ce fait.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Exercices de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/11/2018, article 8.1.7
Thème(s) : Risques accidentels
Prescription contrôlée : L'exploitant organise, en collaboration avec les services départementaux d'incendie et de secours, des exercices de sécurité prenant en compte l'ensemble des risques détaillés par l'étude dangers. Ces exercices se déroulent a minima une fois par an. L'inspection des installations classées est tenue informée des dates de chacun des exercices et de leur thématique. L'exploitant organise au moins une fois par an un exercice de sécurité simulant un incendie dans le bâtiment U. Par ailleurs, toute personne extérieure au site ou toute personne nouvellement présente (et n'ayant pas participé à un exercice) est formellement informée des spécificités du transtockeur notamment en termes de ruine en cas d'incendie. A l'issue des exercices, un compte rendu est établi et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : Le dernier exercice a été organisé le 28 avril 2023. Le scénario visait à tester la gestion d'un blessé dans le nouveau bâtiment forum. Le compte-rendu de cet exercice a été établi et présenté à l'inspection. Il y est relevé des points forts (organisation SDIS-EGGER notamment) et quelques pistes d'amélioration. L'inspection rappelle qu'elle souhaite être avertie des dates et thématiques de ces exercices.

Concernant le bâtiment U, le dernier exercice d'évacuation date d'avril 2022 (prochain exercice le 21 décembre 2023). Par ailleurs, l'inspection a constaté que, en cohérence avec le dossier d'autorisation du bâtiment U, les signalétiques d'évacuation du bâtiment contigu au bâtiment U permettaient d'orienter les personnels vers des chemins différenciés selon l'évènement (ie : en éloignement du bâtiment U en cas d'incendie dans ce dernier).

Suite à la visite, l'exploitant a transmis à l'inspection, un modèle de plan de prévention qu'il complète pour la venue de chaque intervenant extérieur. Ce modèle détaille les précautions liées au bâtiment U.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Dossier tenu à la disposition des services de secours

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/11/2018, article 8.2.2.6

Thème(s) : Risques accidentels

Prescription contrôlée :

Un dossier est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours, comprenant notamment :

- les plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local, comme prévu à l'article 8.1.1 ;
- le plan des réseaux avec l'implantation des vannes d'isolement ;
- les consignes particulières ;
- le registre faisant état des stocks des substances et mélanges dangereux prévu à l'article 8.1.2 ;
- les fiches de données de sécurité des principaux produits présents sur le site ;
- le Plan d'Organisation Interne défini à l'article 8.1.8 du présent arrêté.

(...)

Constats :

L'exploitant a présenté le dossier tenu à disposition des services de secours. Celui-ci est disponible sur sharepoint (cloud), sauvegardé au siège autrichien du groupe. Il est accessible par les personnels EGGER aussi bien depuis les ordinateurs du groupe que par leur ordinateur personnel. Cette organisation est rendue robuste par :

- l'astreinte dont s'est dotée ce site (notamment avec un cadre d'astreinte joignable en tout temps en dehors des heures d'ouverture) ;
- des équipes d'intervention disponibles 24/7.

Par ailleurs, des éléments du dossier sont tenus physiquement à disposition dans le bureau de gardiennage, en entrée du site (divers plans, POI).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/11/2018, article 8.2.4
Thème(s) : Risques accidentels
Prescription contrôlée : L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : <ul style="list-style-type: none">• d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;• de ressources en eau pour la lutte contre l'incendie permettant de fournir un débit de 180 m³/h pendant 2 heures. L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau. Les ressources en eau sont assurées par un ou plusieurs poteaux incendies d'un réseau public ou privé d'un diamètre nominal DN100 ou DN150, et par une réserve incendie d'au moins 120 m³. Les prises de raccordement des poteaux et de la réserve incendie sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces points ;• d'un réseau de Robinets Incendie Armés (R.I.A). Les RIA sont implantés de sorte que la distance entre chaque RIA permette un recoupement des jets de lance ;• d'un réseau d'aspersion automatique ;• d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation, dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées. (...)
Constats : L'inspection a constaté la présence des moyens de lutte attendus. On peut notamment relever que le site est doté d'un bâtiment spécifique abritant 4 cuves de 500 m ³ chacune dont trois sont dédiées à l'alimentation du réseau d'aspersion automatique et une à l'alimentation des poteaux et RIA.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Système de détection automatique et d'extinction gaz (coupure d'alimentation)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/11/2018, article 8.3.5
Thème(s) : Risques accidentels
Prescription contrôlée : (...) Un dispositif de coupure manuelle, indépendant de tout équipement de régulation de débit, placé à l'extérieur du bâtiment, permet d'interrompre l'alimentation en combustible gazeux des appareils de combustion. Ce dispositif, clairement repéré et indiqué dans des consignes d'exploitation, est placé : <ul style="list-style-type: none">• dans un endroit accessible rapidement et en toutes circonstances ;• à l'extérieur et en aval du poste de détente (interne à l'établissement). Il est parfaitement signalé et maintenu en bon état de fonctionnement et comporte une indication du sens de la manœuvre ainsi que le repérage des positions ouverte et fermée.

<p>De plus, la coupure de l'alimentation en gaz sera assurée par deux vannes automatiques (1) redondantes, placées en série sur la conduite d'alimentation en gaz à l'extérieur des bâtiments.</p> <p>Ces vannes sont asservies chacune à des capteurs de détection de gaz (2) et un dispositif de baisse de pression (3). Ces vannes assurent la fermeture de l'alimentation en combustible gazeux lorsqu'une fuite de gaz est détectée.</p> <p>Toute la chaîne de coupure automatique (détection, transmission du signal, fermeture de l'alimentation de gaz) est testée périodiquement.</p> <p>La position ouverte ou fermée de ces organes est clairement identifiable par le personnel d'exploitation.</p> <p>(...)</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a constaté que les systèmes de détection automatique et d'extinction attendus sont présents et répondent aux attendus du présent article. Ils ont été testés par la société Teledyne le 31 juillet 2023 (dont test d'asservissement et changement de quelques capteurs).</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 12 : Réentions

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/11/2018, article 8.4.1</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; • 50 % de la capacité totale des réservoirs associés. <p>Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p> <p>Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"> • dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts ; • dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ; • dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 litres.
<p>Constats :</p> <p>L'inspection n'a constaté aucun manquement aux prescriptions de cet article.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 13 : Dispositions particulières applicables aux silos situés en sortie des sécho

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/11/2018, article 8.5.6.3
Thème(s) : Risques accidentels
Prescription contrôlée : La température dans les silos coupe-feu en sortie des séchoirs est surveillée de manière permanente. (...)
Constats : Les températures en sortie de chacun des trois séchoirs sont surveillées en continu et rapportées sur les écrans des postes de pilotage. Au moment de l'inspection les températures étaient de 86°C, 96°C et 66°C (ce dernier séchoir était à l'arrêt).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Conditions de combustion

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/11/2018, article 9.1.4.2
Thème(s) : Risques chroniques
Prescription contrôlée : Les installations de co-incinération de déchets dangereux sont conçues, équipées, construites et exploitées de manière à ce que, même dans les conditions les plus défavorables que l'on puisse prévoir, les gaz résultant de la combustion des déchets soient portés, d'une façon contrôlée et homogène, à une température de 850°C pendant deux secondes, mesurée à proximité de la paroi interne ou en un autre point représentatif de la chambre de combustion.(...) La température doit être mesurée en continu. Les résultats de la mesure en continu de la température obtenue à proximité de la paroi interne de la chambre de combustion ou d'un autre point représentatif sont conservés pendant 5 ans et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : L'inspection a constaté que la T2S (température mesurée pendant deux secondes) était supérieure à 1 000°C. L'exploitant indique que seules les phases de démarrage peuvent présenter une température inférieure à 850°C. En ce cas, il est recouru à un combustible gaz et l'alimentation en bois est automatiquement arrêtée.
Type de suites proposées : Sans suite